

Chambre des Représentants

SESSION DE 1927-1928

Projet de loi

de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants
d'habitude et de l'adolescence coupable (1)

CHAPITRES V, VI, VII ET VIII

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION CIVILE
ET CRIMINELLE (2), PAR M. CARTON de WIART

MESSEURS,

Les chapitres V et VI du projet de loi de Défense sociale, qui concernent, l'un, les délinquants d'habitude, l'autre, l'adolescence coupable, ont fait l'objet d'un premier rapport au nom de la Commission de la Justice et de la Législation civile et criminelle, qui fut déposé à la séance de la Chambre du 10 juin 1926. A la suite de la discussion générale à laquelle le projet de loi donna lieu dans les séances du 26 juin et jours suivants, la Chambre décida le renvoi à la Commission du projet tout entier ainsi que des amendements dont il avait fait l'objet.

Nous croyons inutile de reprendre ici les considérations d'ordre général exposées dans notre premier rapport et qui justifient une réforme législative tant pour le traitement de la récidive que pour l'adolescence coupable. Nous nous bornerons à rencontrer les objections qui ont été faites au projet primitif et à indiquer les modifications que votre Commission est d'avis d'y apporter.

1. — *Les délinquants d'habitude*

En quoi consiste la réforme proposée par le projet gouvernemental en ce qui concerne les récidivistes ? Au système actuel de la mise sous la surveillance de la

(1) Projet de loi, n° 424 (Session extraordinaire de 1925).

Rapports n°s 344 et 355 (1925-1926) et 211 (1926-1927).

Annales de la Chambre : Séances des 25, 30 juin, 2 et 7 juillet 1926.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winder, Hallet, Jennissen, Masson, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soulan, Standaert, Van Dievoet, Vansevere.

police, système reconnu inefficace, il substitue un régime nouveau, beaucoup plus rigoureux : la mise à la disposition du Gouvernement. Au lieu de rendre à la liberté, même surveillée, des individus que l'on peut considérer comme enlisés dans l'habitude criminelle et qui, confondus dans la foule, peuvent constituer pour la société un danger de tous les jours, la justice répressive les confiera désormais à l'État qui aménagera à leur intention une colonie de travail, à régime ferme, mais sans rigueurs inutiles, dans laquelle il pourra les retenir internés pour un terme qui variera de 5 à 20 ans, suivant la gravité de leurs fautes. C'est ce que les auteurs appellent « la sentence d'élimination ». Les effets de celle-ci viennent s'ajouter à la peine proprement dite, après l'expiration de celle-ci.

Il importe d'ailleurs de remarquer que cette mise à la disposition du Gouvernement est indépendante de l'internement qu'elle peut entraîner. Elle ne viendra donc pas à cesser par une simple mesure administrative qui suspendrait ou arrêterait l'internement.

Dans les cas prévus aux articles 54, 55 et 57 du Code pénal, la mise à la disposition du Gouvernement sera de 20 ans.

Dans les cas prévus aux articles 55 et 57 du même Code, elle sera de 10 ans si la peine est d'un an de prison au moins (1); de 5 à 10 ans, si la peine est inférieure à un an de prison.

Cette sentence d'élimination, pour lui donner le nom dont se sert la science pénale, s'imposera, à titre obligatoire, dans les cas de récidive de crime sur

(1) Art. 54. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion, pourra être condamné aux travaux forcés de dix à quinze ans.

Si le crime emporte les travaux forcés de dix à quinze ans, le coupable pourra être condamné aux travaux forcés de quinze à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine, si le crime emporte les travaux forcés de quinze à vingt ans.

Art. 55. — Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime puni de la détention de cinq à dix ans, pourra être condamné à la détention de dix à quinze ans.

Si le crime est puni de la détention de dix à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la détention extraordinaire.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de détention, si le crime emporte la détention extraordinaire.

Art. 56. — Quiconque, après une condamnation à une peine criminelle, aura commis un délit, pourra être condamné à une peine double du maximum porté par la loi contre le délit.

La même peine pourra être prononcée, en cas de condamnation antérieure à un emprisonnement d'un an au moins, si le condamné a commis le nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine.

Dans ces deux cas, le condamné pourra être placé, par le jugement ou l'arrêt, sous la surveillance spéciale de la police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 57. — Les règles établies pour la récidive seront appliquées, conformément aux articles précédents, en cas de condamnation antérieure prononcée par un tribunal militaire, pour un fait qualifié crime ou délit par les lois pénales ordinaires, et à une peine portée par ces mêmes lois.

Si, pour ce fait, une peine portée par les lois militaires a été prononcée, les cours et tribunaux, dans l'appréciation de la récidive, n'auront égard qu'au minimum de la peine que le fait puni par le premier jugement pouvait entraîner d'après les lois pénales ordinaires.

crime, de délit sur crime et de délit sur délit si la peine nouvelle est d'un an de prison au moins. Elle sera facultative si, en cas de récidive de délit sur crime ou de délit sur délit, la peine nouvelle est inférieure à un an. Elle sera également facultative en cas de récidive de crime sur délit ainsi qu'à l'égard de quiconque, ayant commis au moins trois crimes ou délits, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

Telle est l'économie générale du chapitre V. Toutefois, un premier amendement est proposé par votre Commission à l'article 23. Il tient compte d'une observation qui a été formulée à la séance de la Chambre du 7 juillet 1926 par M. Jacquemotte qui s'est inquiété à la pensée que l'on pourrait ranger parmi les délinquants d'habitude « le représentant d'une organisation syndicale, condamné à une demi-douzaine de reprises pour atteintes à la liberté du travail ». Ainsi présentée, l'objection ne se justifie pas, puisqu'il n'existe plus d'atteintes à la liberté du travail, mais seulement à la liberté d'association. Pourrait-on songer à soustraire à l'application de l'article 23 les individus condamnés pour infraction à la loi du 24 mai 1921 sur la liberté d'association, soit qu'ils n'aient enfreint jamais que cette loi, soit que le délit qui les conduit en justice soit prévu par cette loi ? Pourrait-on affirmer qu'en aucun cas un délinquant de cette espèce ne méritera de rester à la disposition du Gouvernement ? D'autre part, pourquoi se bornerait-on à cette unique exception ? Il y a maints délits à propos desquels une observation analogue pourrait être faite. Il convient, en pareille matière, de faire quelque confiance à la sagesse du juge. Cependant, afin de prévenir des abus toujours possibles, votre Commission croit que l'article 23 pourrait exiger que chacune des trois infractions prévues ait entraîné un emprisonnement correctionnel d'au moins trois mois de prison.

Votre Commission a reconnu, avec les auteurs de plusieurs amendements, que tout en veillant à préserver la société du danger que représentent pour elle les récidivistes et délinquants d'habitude, il faut garantir autant que possible la liberté des individus contre les risques d'erreur ou d'abus que pourrait entraîner la réalisation de la réforme proposée. C'est de cette préoccupation que s'inspirent les amendements déposés au cours de la discussion générale par MM. Destrée, Poncelet et Franck. M. Destrée a proposé de réserver à une chambre spéciale de la cour d'appel le soin de prononcer la sentence d'élimination. Par une autre formule, M. Poncelet cherche aussi à prévenir les abus. Il ne laisse subsister l'obligation pour le juge de prononcer la mise à la disposition du gouvernement que pour les cas exceptionnellement graves. Dans la première phrase de l'article 23 du projet, il substitue les mots : « peuvent être mis à la disposition du gouvernement » aux mots : « restent à la disposition... ». Enfin, un amendement de M. Franck prévoit, pour certains des récidivistes qui ont fait l'objet d'une sentence d'élimination, le droit d'introduire, trois ans après l'expiration de leur peine, un recours sur lequel il sera statué par l'autorité judiciaire comme en matière de réhabilitation.

La Commission de la Justice a estimé, avec les auteurs de ces amendements, qu'une « soupape » pouvait être utilement apportée à la rigueur du projet gouvernemental. Déjà son premier rapport, tout en exprimant la confiance de la Commission dans la vigilance et la prudence de l'administration, marquait les appréhensions que peut faire naître la perspective des lourdes conséquences de la sentence éliminatoire. Il s'exprimait ainsi « L'internement au delà de l'expiration de la peine proprement dite ne peut trouver sa justification que dans les strictes nécessités de la défense sociale. Il serait contraire à l'esprit même de la

réforme, et nous y insistons avec force, de prolonger cet internement chaque fois que de sérieuses garanties d'amendement, ou la perspective d'un reclassement dans la famille ou dans les institutions libres d'un caractère moins sévère, permettront de libérer le récidiviste dont le gouvernement aura la tutelle. Non seulement, dans l'exercice de cette tutelle, l'administration ne devra pas manquer de recourir à des méthodes d'inspection régulière et à une révision périodique et consciencieuse de tous les cas particuliers, mais elle devra veiller aussi à utiliser, à encourager, à provoquer au besoin la collaboration efficace des commissions de surveillance, des comités de patronage et des autorités locales. Dès que les circonstances lui paraîtront justifier la libération anticipée, elle n'hésitera pas à autoriser celle-ci, sauf à laisser suspendre sur la tête du libéré la menace d'un internement nouveau, si la conduite du libéré ne répond pas à l'attente du Gouvernement. Certes, parmi ces récidivistes, il y aura de lamentables déchets d'humanité, insensibles à l'humiliation de la peine, ayant perdu peu à peu tout pouvoir de contrôle sur leurs instincts pervers. Mais il s'en rencontrera d'autres, pour lesquels le calme, la régularité, la vie au grand air, le travail et d'heureuses influences morales pourront déterminer quelque retour favorable.

« Il ne faut point que les établissements où seront placés ces récidivistes, — qu'elles qu'aient été leurs fautes, — apparaissent à ceux-ci comme des maisons de travaux forcés à perpétuité au seuil desquelles le « *lasciate ogni speranza* » leur inspirerait un incurable découragement de nature à paralyser en eux toute velléité de se relever. « Il fait toujours matin quelque part », a écrit Longfellow. Si pervers qu'il soit, le délinquant d'habitude peut conserver, en quelque recoin de son âme, de bons sentiments qui sont assoupis, mais qu'une sollicitude dévouée, voire même une circonstance fortuite, peuvent réveiller au profit de l'individu lui-même et pour l'honneur de la famille humaine. La meilleure justification du projet de loi serait de faciliter, ne fût-ce que dans des cas très rares, de tels relèvements qui, même lorsqu'ils semblent improbables, ne sont jamais impossibles. »

Non seulement la Commission de la Justice croit utile de souligner ces considérations. Mais, entrant dans la voie indiquée par M. Franck, elle estime qu'il y a lieu de prévoir qu'un recours sera ouvert à l'interné après un certain temps et dans des conditions précises. A cet effet, elle vous propose un amendement qui prendrait place après l'article 24. Cette disposition nouvelle autorisera les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement en vertu des articles 22 et 23, à s'adresser à la cour d'appel pour lui demander d'être relevés des effets de la mise à la disposition. Toutefois, pareille demande ne pourra être introduite par eux qu'au bout d'un certain temps. Lorsque la durée de la mise à la disposition ne dépassera pas dix ans, le récidiviste pourra introduire cette demande trois ans après l'expiration de la peine et ensuite de trois ans en trois ans. Dans les autres cas, il devra attendre l'expiration de la cinquième année qui suivra l'expiration de sa peine, mais pourra renouveler sa demande de cinq ans en cinq ans.

Afin de bien marquer que la sentence d'élimination devra être prononcée par les cours et tribunaux et qu'elle n'est donc laissée en aucun cas à la seule appréciation du pouvoir exécutif, la Commission vous propose de dire, aux articles 22 et 23 : « les récidivistes sont mis à la disposition du Gouvernement par le jugement ou l'arrêt de condamnation ». En effet, le texte gouvernemental : « les récidivistes restent à la disposition du Gouvernement », pourrait donner à croire que

la mise à la disposition existerait de plein droit, sans être formellement prononcée.

Enfin, la question a été posée de savoir si l'établissement où les récidivistes pourront être internés après l'expiration de leur peine, aura le caractère d'un établissement pénitentiaire. Votre Commission s'est prononcée pour la négative. Les récidivistes qui seront mis à la disposition du Gouvernement ont purgé leur peine. Leur internement n'a plus un caractère strictement pénitentiaire.

. . .

II. — *L'adolescence coupable*

Le régime instauré par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance confie à la juridiction spéciale du Juge des enfants le jugement des mineurs âgés *de moins de 16 ans accomplis*. Les articles 13 et 14 de la même loi donnent compétence à ce magistrat spécial, vis-à-vis des mineurs âgés *de moins de 18 ans accomplis* : 1° lorsque ces mineurs sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant à la mendicité ou au vagabondage ; 2° lorsque ces mineurs donnent, par leur inconduite ou leur indiscipline, de graves sujets de mécontentement à leurs parents, à leurs tuteurs ou aux autres personnes qui en ont la garde. Le projet de loi de défense sociale ne change rien à ces dispositions. Il ne touche pas non plus à la matière criminelle. Mais, lorsqu'il s'agit de la matière correctionnelle, le projet introduit une réforme très importante. Il supprime l'emprisonnement correctionnel comme peine principale pour les délinquants qui sont âgés de 16 à 21 ans au moment du jugement et de son exécution. Il remplace cette peine de l'emprisonnement correctionnel par la détention dans une prison-école.

Le texte de l'article 26 du projet gouvernemental est ainsi conçu : « La détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis remplace l'emprisonnement correctionnel à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du jugement et de son exécution. L'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement ».

Votre Commission, tout en approuvant l'idée de substituer à l'emprisonnement correctionnel le système de la prison-école, n'a pu s'empêcher de marquer quelque inquiétude devant les conséquences d'un régime nouveau qui obligerait le juge, s'il estime ne pas devoir se contenter d'infliger une amende au délinquant, à envoyer un jeune homme ou une jeune fille dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis. Il pourrait en résulter que, pour des délits qui ne révèlent nullement une dépravation profonde ou l'absence d'une moralité régulière, un adolescent demeurât privé de sa liberté jusqu'à 25 ans accomplis, c'est-à-dire pendant la plus belle période de son existence, à l'âge où il pourrait peut-être orienter heureusement sa destinée. Quels que soient les soins que l'État lui prodiguera dans une prison-école, est-il certain que lorsqu'il en sortira, déjà parvenu à l'âge d'homme, il ne sera pas dépaycé dans la vie, ignorant des exigences d'un milieu social d'où il aura été exclu et dans lequel une détention aussi prolongée ne lui facilitera pas toujours son reclassement ? N'est-il pas à craindre que, placé devant la perspective de ces conséquences, le juge correctionnel ne se borne souvent à prononcer la simple peine de l'amende, au risque de déforer l'action répressive ?

Les amendements que la Commission vous propose à l'article 26 répondent à cette double préoccupation.

D'une part, votre Commission croit utile de prévoir qu'au lieu d'être fixée d'office dans tous les cas jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis, la détention dans une prison-école puisse être ordonnée par le juge pour une durée plus courte. Assurément, l'efficacité du régime de la prison-école exige que l'adolescent soit soumis à ce régime pendant un temps qui ne soit pas trop réduit. En effet, il ne suffira généralement pas de quelques semaines, ni même de quelques mois, pour ramener au bien une âme déviée. Il convient donc de fixer dans la loi un délai raisonnable. Votre Commission propose de s'arrêter à un minimum de trois ans, étant bien entendu d'ailleurs que la libération conditionnelle pourra toujours être accordée aux condamnés dès qu'ils auront accompli une année de leur peine, ainsi que le prévoit l'article 28 du projet de loi.

D'autre part, se ralliant à un amendement déposé par MM. Poncelet et Rubbens, votre Commission est d'avis que l'envoi dans une prison-école doit être une faculté pour le juge, et non pas une obligation. Le juge appréciera, d'après les éléments d'ordre subjectif qui se présenteront dans chaque cas et notamment d'après les risques ou les chances du milieu où vit l'adolescent, d'après les garanties d'ordre familial ou professionnel que lui révélera l'examen de chaque cause, si la prison-école, avec son internement prolongé d'ordre éducatif, est préférable à l'emprisonnement correctionnel qui pourra être d'une durée beaucoup moindre.

L'option ainsi ouverte à la justice répressive vis-à-vis des adolescents délinquants a amené votre Commission à rechercher s'il n'était point désirable de confier à un juge spécial le jugement des causes correctionnelles à leur charge. Les très heureux résultats que donne, de l'avis de tous, la spécialisation du juge quand il s'agit des mineurs de moins de 16 ans accomplis, constituent une leçon et une indication précieuses. Beaucoup croient même que la véritable réforme consisterait, ainsi qu'on le fait déjà en d'autres pays, à prolonger au delà de l'âge de 16 ans accomplis la compétence du Juge des enfants, non seulement pour les faits de vagabondage et de mendicité, mais aussi pour les faits que la loi pénale qualifie d'infraction. Votre Commission, malgré le sentiment favorable exprimé par plusieurs de ses membres en faveur d'une telle solution, a cru devoir se réserver sur ce point. Plutôt que d'étendre la compétence actuelle du Juge des enfants, elle vous propose d'introduire une réforme, qui sera une expérience, et peut-être une étape, en confiant au président de chaque juridiction correctionnelle le soin de désigner parmi les magistrats du siège, un juge ou un conseiller qui seront spécialement chargés, en matière correctionnelle, du jugement des mineurs âgés de plus de 16 ans accomplis.

Tel est l'objet du nouvel article 27^{bis} que votre Commission a l'honneur de vous proposer. Certes, ce nouveau magistrat spécial n'aura pas à sa disposition, comme le juge des enfants, tout un clavier de mesures entre lesquelles il pourra choisir : réprimande, liberté surveillée, envoi dans une institution d'enseignement ou de charité, mise à la disposition du Gouvernement. Il n'aura pas non plus le pouvoir de réviser lui-même ses sentences ni l'obligation de demeurer en contact avec son justiciable en suivant celui-ci, après l'audience. Mais le juge spécial de l'article 27^{bis} aura pour rôle, après avoir recherché si la prévention est établie, d'apprécier librement, en cas de condamnation, si la détention dans une prison-école vaut mieux pour l'adolescent qui lui est déféré qu'une amende accompagnée ou non d'emprisonnement ordinaire. Le fait pour un magistrat d'être choisi pour s'occuper de ces causes et l'expérience qu'il ne peut manquer d'acquérir en matière de psychologie juvénile, auront sans doute pour effet de mieux garantir les intérêts de l'adolescent et ceux de la société que ne le ferait le

renvoi devant le tribunal correctionnel ordinaire. Ajoutons qu'il sera désirable que ce nouveau juge spécialisé demeure en rapport avec le Juge des enfants et qu'il s'inspire des idées et méthodes qui caractérisent la juridiction des enfants. Dans plus d'un tribunal et dans les cours d'appel, rien n'empêchera d'ailleurs, bien au contraire, que ces deux qualités ne soient confiées à un seul et même magistrat.

Ayant adopté l'idée de ce juge spécial, il faut prévoir les cas où des conflits de compétence pourraient se produire. C'est ce que votre Commission a voulu faire par un article 27^{ter} nouveau. Celui-ci dispose que la juridiction ordinaire demeure compétente quand l'adolescent se trouve être poursuivi dans une même cause avec un individu majeur. Il y aurait à redouter, en effet, si les poursuites étaient disjointes, le risque d'une contradiction dans les jugements à intervenir. D'autre part, si l'adolescent est sous les drapeaux, il est logique qu'il demeure soumis aux tribunaux militaires. Enfin, s'il a été renvoyé devant la cour d'assises, cette juridiction demeurera compétente à son égard, quelle que soit la condamnation qu'elle estimera devoir infliger.

A l'article 27, votre Commission s'est ralliée à l'amendement de M. Poncelet supprimant les mots : « les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives ».

On ne voit pas pourquoi il faudrait, pour les décisions intervenues en vertu de l'article 26, ordonner une exécution immédiate, que les circonstances peuvent ne pas exiger. S'il y a, en cette matière, des instructions à donner au Ministère Public, le Ministre de la Justice pourra y pourvoir. La prescription écartée par votre Commission est d'ailleurs dépourvue de toute sanction, ce qui en réduit de beaucoup la portée.

Quant à l'amendement de M. Rubbens proposant un article nouveau ainsi conçu : « Les individus internés dans les prisons-écoles dont le contact est reconnu pernicieux pour la moralité de leurs compagnons, sont transférés, pour achever leur terme, dans les prisons ordinaires », votre Commission, tout en appréciant l'idée qui l'a inspiré, n'a pas cru devoir s'y rallier. En effet, le régime des prisons-écoles peut être organisé administrativement de façon à prévoir, pour les jeunes gens dont le contact serait pernicieux pour leurs co-détenus, un quartier spécial d'un caractère pénitentiaire plus rigoureux.

A l'article 29, le Gouvernement a proposé un amendement que votre Commission n'a pas cru devoir retenir. L'amendement est de pure forme et le texte primitif est plus clair.

L'article 30 concerne la prescription. Dans la séance du 23 juin 1926, M. le Ministre de la Justice le justifiait en ces termes : « Il était nécessaire, disait-il, de déroger aux règles ordinaires de la prescription pour la peine d'emprisonnement que le juge doit prononcer, en ordre subsidiaire, en même temps que celle de la détention dans une prison-école. Prononcée contre un mineur, cette peine ne deviendra susceptible d'exécution qu'à dater de la majorité du condamné. Il ne serait pas logique que la prescription en courût, conformément à l'article 92 du Code pénal, « à compter de la date de l'arrêt ou du jugement rendu en dernier ressort, ou à compter du jour où le jugement rendu en première instance ne pourra plus être attaqué par la voie de l'appel », car la prescription courrait contre une peine non encore susceptible d'exécution, et elle pourrait être à la veille de s'accomplir le jour où l'exécution en deviendrait légalement possible. Aussi le projet fixe-t-il raisonnablement le point de départ du délai de la prescription au jour où le ministère public pourra légalement poursuivre l'exécution de la

peine ». Ces considérations ont recueilli l'approbation de la majorité de votre Commission qui ne s'est pas rangée sur ce point à l'amendement de M. Poncelet qui prévoyait ici l'application du droit commun.

Un dernier amendement proposé au Chapitre VII des dispositions générales, par M. Poncelet, autorise les inculpés à faire choix d'un Conseil parmi les personnes désignées à l'article 295 du Code d'instruction criminelle. Il s'agit d'une réforme qui concerne, d'une manière générale, la défense devant les tribunaux répressifs. Sans prendre attitude au sujet de la controverse que soulève cet amendement, la Commission a estimé qu'il dépasse le cadre spécial du projet actuel, et devrait faire éventuellement l'objet d'une proposition d'un caractère plus étendu.

Un tableau annexé à ce rapport présente, en regard l'un de l'autre, le texte du projet primitif et celui du projet amendé, que la Commission vous propose d'adopter.

Le Rapporteur,

H. CARTON DE WIART.

Le Président,

E. BRUNET.

AMENDEMENTS

renvoyés à la Commission par décision de la Chambre en date du 7 juillet 1926.

CHAPITRE V.

Des récidivistes et des délinquants d'habitude.

Art. 23.

1. — AMENDEMENT DE M. DESTREE.

Rédiger cet article comme suit :

Dans tous les cas de récidive, le soin de constater s'il y a lieu de mettre le condamné à la disposition du Gouvernement sera confié à une Chambre spéciale de la Cour d'appel. Elle prononcera par arrêt spécifiant les motifs de sa décision après s'être fait représenter tous les dossiers concernant le condamné, avoir réuni tous les renseignements sur son état mental et moral, et l'avoir entendu en ses moyens de défense, en s'inspirant de l'intérêt du condamné et de la société.

Si son arrêt ordonne la mise à la disposition du Gouvernement, la peine à subir se confondra avec cette mesure qui sera seule appliquée.

Tout condamné ayant subi plusieurs condamnations criminelles ou correctionnelles de nature à le faire présumer incorrigible et dangereux pour la société, pourra, même dans les cas non qualifiés de récidive légale, être déféré, dans les mêmes conditions, à cette juridiction.

AMENDEMENTEN

naar de Commissie verzonden bij beslissing der Kamer d. 7 Juli 1926.

HOOFDSTUK V.

De recidivisten en de gewoontemisdadigers

Art. 23.

1. — AMENDEMENT VAN DEN HEER DESTREE

Het doen luiden :

In ieder geval van herhaling, wordt eene bijzondere Kamer van het Hof van Beroep gelast te bepalen of de veroordeelde ter beschikking van de Regeering dient gesteld te worden. Zij verleent hare uitspraak bij een met redenen omkleed arrest, na overlegging te hebben gevorderd van al de dossiers den veroordeelde betreffende, na al de inlichtingen over diens verstandelijke en zedelijke gesteldheid te hebben ingewonnen, en na hem in zijne middelen van verweer te hebben gehoord, daartoe geleid door de bezorgdheid om het belang van den veroordeelde en van de Maatschappij.

Indien haar arrest het ter beschikking stellen van de Regeering beveelt, zal de te ondergaane straf vermengd worden met dezen maatregel die alleen zal worden toegepast.

Ieder veroordeelde, die meerdere lijfstraffen of boetstraffelijke veroordeelingen heeft ondergaan, van aard om hem als onverbeterlijk en gevaarlijk voor de Maatschappij te doen aanzien, kan, zelfs in de gevallen niet als wettelijke herhaling voorgeschreven, op dezelfde wijze voor deze rechtsmacht gebracht worden.

I. — AMENDÉMENT DE M. PONCELET,

Après les mots : « articles 56 et 57 du Code pénal », dire : « peuvent être mis à la disposition »

ART. 24.

AMENDEMENTS DE M. FRANCK.

a) Ajouter à l'article 24 les dispositions suivantes :

Après cinq ans d'internement, un recours est ouvert devant la Cour d'Appel, où une Chambre spéciale sera chargée de l'examen. La Cour statuera par arrêt motivé, l'intéressé entendu.

Le même recours est ouvert si, après l'expiration de la peine, le condamné a été laissé en liberté et n'a pas commis de crime ou de délit avant l'internement.

Ce recours doit être exercé dans les trois mois de l'internement.

b) En cas de rejet de l'amendement ci-dessus, rédiger l'article comme suit :

Les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de 5 à 10 ans peuvent, trois ans après l'expiration de leur peine, demander la cessation de cette mesure. Ceux qui, soit à l'expiration de leur peine, soit après internement, ont été laissés libres pendant deux années peuvent de même, s'ils viennent à être internés, demander d'être relevés de la mise à la disposition du Gouvernement.

La demande est adressée, avec pièces

II. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Na de woorden : « Artikelen 56 en 57 van het Strafwetboek », invoegen : « kunnen ter beschikking worden gesteld van de Regeering ».

ARTIKEL 24.

III. — AMENDEMENTEN VAN DEN HEER FRANCK.

a) Aan artikel 24 de volgende bepalingen toevoegen :

Na vijf jaar interneering, bestaat er grond tot verhaal vóór het Hof van Beroep, waar een bijzondere Kamer met het onderzoek wordt belast. Het Hof, den betrokkene gehoord, beslist bij beredeneerd advies.

Een zelfde verhaal wordt toegestaan indien, na het verstrijken der straf, de veroordeelde op vrije voeten werd gelaten en, vóór de interneering, geen misdaad of wanbedrijf heeft gepleegd.

Dit verhaal moet binnen drie maanden na de opsluiting worden uitgeoefend.

b) Ingeval bovenstaand amendement verworpen wordt, het artikel doen luiden :

« De recidivisten en gewoontemisdadigers welke drie jaar na de uitboeking van hunne straf, voor een termijn van 5 tot 10 jaar ter beschikking werden gesteld van de Regeering, kunnen het ophouden van dien maatregel vragen. Zij die, bij het verstrijken van hun straftijd, of na interneering, gedurende twee jaar, op vrije voeten werden gelaten, kunnen eveneens vragen, indien zij mochten geïnterneerd worden, van de ter beschikkingstelling ontslagen te worden.

» De aanvraag moet, met de noo-

à l'appui, au procureur du Roi de l'arrondissement où réside le condamné.

L'affaire est instruite et jugée conformément aux articles 2 à 6 de la loi du 25 avril 1896.

CHAPITRE VI.

De la détention dans une prison école.

ART. 26.

I. — AMENDEMENT DE MM. PONCELET ET RUBBENS.

Au lieu du mot : « remplace » dire : « peut remplacer ».

II. — AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Supprimer les mots : « l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement ».

ART. 27.

III. — AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Supprimer les mots : « Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives ».

ART. 28^{bis}.

ARTICLE NOUVEAU PROPOSÉ PAR M. RUBBENS.

Les individus internés dans les prisons-écoles dont le contact est reconnu pernicieux pour la moralité de leurs compagnons sont transférés pour achever leur terme dans les prisons ordinaires.

dige bewijsstukken, gericht worden aan den Procureur des Konings van het arrondissement waar de veroordeelde zijn verblijf heeft.

» De zaak wordt onderzocht en gewezen overeenkomstig de artikelen 2 tot 6 van de wet van 25 April 1896 ».

HOOFDSTUK VI.

De hechtenis in een strafschool.

ART. 26.

I. — AMENDEMENT VAN DE HEEREN PONCELET EN RUBBENS.

In plaats van : « vervangt » te lezen « kan verangen ».

II. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Doen wegvallen de woorden : « geldboete en hechtenis in een strafschool worden niet samen opgelegd ».

ART. 27.

III. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Doen wegvallen de woorden : « De bij toepassing van het vorig artikel genomen beschikkingen worden tenuitvoergelegd zodra zij definitief zijn geworden ».

ART. 28^{bis}.

NIEUW ARTIKEL DOOR DEN HEER RUBBENS VOORGESTELD.

De geïnterneerden in de strafschoolen, wier aanraking als verderfelijk wordt erkend voor de zedelijkheid van hunne makkers, worden in de gewone gevangnissen overgebracht om er hun straf tijd uit te doen.

Art. 29.

AMENDEMENT
DU GOUVERNEMENT :

Rédiger cet article comme suit :

Les cours et tribunaux en condamnant à la détention dans une prison-école, peuvent ordonner le sursis, dans les cas où il est applicable à l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 27.

Art. 30.

AMENDEMENT DE M. PONCE ET.

Supprimer les mots : « à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt et unième année. »

CHAPITRE VII.

Art. 31.

AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Ajouter ce qui suit : « Les inculpés pourront, pour assurer leur défense, devant les juridictions d'instruction et de jugement, faire choix d'un conseil, parmi les personnes désignées à l'article 295 du Code d'instruction criminelle. »

Art. 33bis.

ARTICLE NOUVEAU
PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 29.

AMENDEMENT VAN DE REGERING.

Dit artikel doen luiden :

« De hoven en rechtbanken, waar zij tot hechtenis in een strafschool verwijzen, kunnen uitstel verleen in de gevallen waarin dat uitstel toepaselijk is op de krachtens artikel 27 opgelegde gevangenisstraf ».

Art. 30.

AMENDEMENT
VAN DEN HEER PONCELET :

Doen wegvallen de woorden :

« te rekenen van den dag waarop de veroordeelde den leeftijd van één en twintig jaar bereikt ».

HOOFDSTUK VII.

Art. 31.

AMENDEMENT
VAN DEN HEER PONCELET :

Toevoegen het volgende : « Ten einde hunne verdediging te verzekeren, kunnen de verdachten voor de rechtsmachten van onderzoek en van wijzen een raadsman kiezen, onder de bij artikel 295 van het Strafvorderingswetboek aangewezen personen ».

Art. 33bis.

NIEUW ARTIKEL
DOOR DE REGERING VOORGESTELD.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop deze wet van kracht wordt.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1927-1928

Wetsontwerp

**tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen,
de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd (1).**

HOOFDSTUKKEN V, VI, VII EN VIII.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE EN DE BURGERLIJKE EN STRAFRECH-
TELIJKE WETGEVING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **CARTON de WIART**.

MIJNE HEEREN,

Over de hoofdstukken V en VI van het wetsontwerp tot bescherming der maatschappij, die het eene de gewoonte-misdadigers, het andere de schuldige jeugd behandelen, werd reeds een eerste verslag uitgebracht namens de Commissie voor de Justitie en de Burgerlijke en Strafrechtelijke wetgeving, welk verslag werd ingediend in de Kamervergadering van 10 Juni 1926. Als gevolg van de algemeene bespreking, waartoe het wetsontwerp tot bescherming der maatschappij aanleiding gaf, besloot de Kamer hetzelfde te verzenden naar de Commissie van het gansche ontwerp, evenals de amendementen die erbij waren ingediend.

Wij achten het onnoodig hier de beschouwingen van algemeen aard te herhalen die wij in ons eerste verslag hebben uiteengezet en die eene wettelijke hervorming billijken zoowel voor de behandeling van de herhaling, als voor de schuldige jeugd. Wij willen ons bepalen bij het wederleggen van de opmerkingen die werden aangevoerd tegen het oorspronkelijk ontwerp en de wijzigingen aanduiden die uwe Commissie nuttig denkt er aan toe te brengen.

1. — *De gewoonte-misdadigers.*

Waarin bestaat de door de Regeering voorgestelde hervorming waar het geldt de recidivisten? Het tegenwoordig stelsel van het onder bewaking der

(1) Wetsontwerp, n° 124 (Buitengewone Zitting 1925).

Verslagen, n° 335 en 341 (1925-1926) en 211 (1926-1927).

Handelingen van de Kamer: vergaderingen van 25, 30 Juni; 2 en 7 Juli 1926.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestaat uit de heeren Carton de Wiart, Colleaux, Dejardin, De Winde, Hallet, Jennissen, Masson, Meysman, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

politie stellen, als ondoelmatig erkend, vervangt zij door een nieuw, veel strenger stelsel: het ter beschikking van de Regeering stellen. In plaats van eene zelfs bewaakte vrijheid te schenken aan menschen die men kan beschouwen als verslaafd aan misdadige gewoonten, en die, in de massa verloren, voor de maatschappij een doorlopend gevaar zijn, zal de betugelende gerechtigheid ze voortaan aan den Staat toevertrouwen; die eene arbeidskolonie voor hen zal inrichten, onder vaste tuchtregelen, maar zonder noodelooze strengheid, waarin hij ze zal kunnen in dwangverpleging houden voor een termijn van 5 tot 20 jaar, naar gelang het gewicht van hunne misdaden. Dit noemen de indianers het « vonnis van verwijdering ». De gevolgen daarvan komen bij de eigenlijke straf nadat deze verstreken is.

Men moet daarbij opmerken dat het ter beschikking van de Regeering stellen niet afhankelijk is van de interneering welke daaruit volgen kan. Het kan dus niet eindigen bij eenvoudige bestuurlijken maatregel die de interneering zou schorsen of tegenhouden.

In de gevallen voorzien onder de artikelen 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, blijven zij ter beschikking gedurende 20 jaar. In de gevallen voorzien onder de artikelen 55 en 57 van hetzelfde wetboek duurt het 10 jaar wanneer de gevangenisstraf ten minste 1 jaar is (1); 5 tot 10 jaar duren wanneer de gevangenisstraf minder dan één jaar is.

(1) ART. 54. — Al wie, na een veroordeeling tot een crimineele straf, een misdaad pleegt die opsluiting medebrengt, kan worden veroordeeld tot dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar.

Indien de misdaad dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar medebrengt, kan de schuldige worden veroordeeld tot dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar.

Hij wordt veroordeeld tot ten minste zeventien jaar van die straf, indien op de misdaad dwangarbeid van vijftien tot twintig jaar is gesteld.

ART. 55. — Al wie, na een veroordeeling tot een crimineele straf, een misdaad pleegt die gestraft wordt met hechtenis van vijf jaar tot tien jaar, kan worden veroordeeld tot hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar.

Indien de misdaad wordt gestraft met hechtenis van tien jaar tot vijftien jaar, kan de schuldige worden veroordeeld tot buitengewone hechtenis.

Hij wordt veroordeeld tot ten minste zeventien jaar hechtenis indien de misdaad buitengewone hechtenis medebrengt.

ART. 56. — Al wie, na een veroordeeling tot een crimineele straf, een wanbedrijf pleegt kan worden veroordeeld tot tweemaal het maximum van de straf, bij de wet op het wanbedrijf gesteld.

Dezelfde straf kan worden uitgesproken in geval van een vroegere veroordeeling tot gevangenisstraf van tenminste een jaar, indien de veroordeelde het nieuw wanbedrijf pleegt voordat vijf jaren zijn verlopen sedert hij zijn straf heeft ondergaan of er de verjaring van bereikt heeft.

In beide gevallen kan de veroordeelde door het vonnis of het arrest onder het bijzonder toezicht der politie worden gesteld voor ten minste vijf jaar en ten hoogste tien jaar.

ART. 57. — De bepalingen over herbaling worden overeenkomstig de vorige artikelen toegepast, in het geval van een vroegere veroordeeling, door een militaire rechtbank uitgesproken, wegens een feit dat door de gewone strafwetten misdaad of wanbedrijf wordt genoemd, en tot een straf bij dezelfde wetten gesteld.

Indien, wegens dat feit, een bij de militaire wetten gestelde straf, werd uitgesproken, nemen de hoven en rechtbanken, bij het beoordeelen van de herbaling, alleen in aanmerking het minimum der straf, die het door het eerste vonnis gestrafte feit volgens de gewone strafwetten kon ten gevolge hebben.

Dit vonnis van verwijdering, om er den naam aan te geven door de voorstellers gebezigd, zal zich noodzakelijk opdringen in de gevallen van recidive, van misdaad op misdaad, van wanbedrijf op misdaad en wanbedrijf op wanbedrijf, wanneer de nieuwe straf tenminste één jaar is. Zij zal facultatief zijn wanneer in geval van recidive, van wanbedrijf op misdaad of van wanbedrijf op wanbedrijf, de nieuwe straf minder is dan één jaar. Zij zal eveneens facultatief zijn in geval van herhaling van misdaad op wanbedrijf, evenals ten aanzien van eender wie die, na ten minste drie misdaden of wanbedrijven te hebben bedreven, eene doorlopende neiging tot misdadigheid aan den dag schijnt te leggen.

Dit is de algemeene zin van hoofdstuk V. Evenwel, door uwe Commissie wordt een eerste amendement voorgesteld bij artikel 23. Het houdt rekening met eene opmerking, in 't midden gebracht in de vergadering van 7 Juli 1926 door den heer Jacquemotte die zich afvroeg of men onder de gewoonte-misdadigers zou kunnen rangschikken « de vertegenwoordigers van eene syndicale organisatie die een zestal keeren werden veroordeeld wegens aanslagen op de vrijheid van den arbeid ». Aldus voorgesteld heeft de opwerping geen zin, daar de aanslagen op de vrijheid van den arbeid niet meer bestaan, maar alleen nog op de vrijheid van vereeniging. Kan men er aan denken aan de toepassing van artikel 23 de personen te onttrekken die werden veroordeeld wegens inbreuk op de wet van 24 Mei 1921 op de vrijheid van vereeniging, hetzij zij nooit anders dan deze wet hebben overtreden, hetzij het wanbedrijf dat hen voor het gerecht brengt door deze wet wordt voorzien? Kan men beweren dat in geen geval een misdadiger van dien aard verdient ter beschikking te blijven van de Regeering? Waarom zou men zich anderzijds beperken tot deze eenige uitzondering?

Er zijn vele wanbedrijven waaromtrent eene dergelijke opmerking zou kunnen gemaakt worden. In zulke zaken moet men vertrouwen stellen in de wijsheid van den rechter. Evenwel, om altijd mogelijke misbruiken te voorkomen, meent de Commissie dat door artikel 23 kan geëischt worden dat elk van de drie voorzienene overtredingen geleid hebben tot eene boetstraffelijke gevangenisstraf van ten minste drie maanden.

Uwe Commissie heeft, met de indieners van onderscheidene amendementen erkend, dat men, bij het nemen van maatregelen om de maatschappij te beschermen tegen het gevaar dat de recidivisten en gewoonte-misdaders voor haar opleveren, zooveel als mogelijk de vrijheid der enkelingen moet waarborgen tegen het risico van vergissingen of misbruiken dat de verwezenlijking van de voorgestelde hervorming na zich zou kunnen slepen. Deze bezorgdheid heeft de amendementen ingegeven die tijdens de algemeene bespreking door de heeren Destrée, Poncelet en Franck ingediend werden. De heer Destrée heeft voorgesteld een bijzondere Kamer bij het Hof van Beroep te belasten met het uitspreken van vonnissen van verwijdering. Door eene andere formule tracht de heer Poncelet ook misbruiken te keer te gaan. De verplichting voor den rechter om te beslissen tot het ter beschikking stellen van de Regeering, laat hij alleen voortbestaan als het uitzonderlijk erge gevallen geldt. In den eersten zin van artikel 23 van het ontwerp stelt hij de woorden : « kunnen ter beschikking van den Staat gesteld worden » in de plaats van de woorden : « blijven ter beschikking... ». Een amendement van den heer Franck voorziet ten slotte voor sommige recidivisten ten aanzien van welke een vonnis van verwijdering uitgesproken werd, het recht om, drie jaar na den afloop van de straf, in beroep te gaan, beroep waarover door de rechterlijke overheid beslist wordt evenals in zake van rehabilitatie.

De Commissie voor de Justitie was van gevoelen, met de indieners van deze

amendementen, dat een middel kon gevonden worden om de strengheid van het Regeeringsontwerp te verzachten. Haar eerste verslag, waarin evenwel het vertrouwen van de Commissie in de werkzaamheid en de voorzichtigheid van het bestuur tot uiting kwam, legde nadruk op de vrees waartoe het vooruitzicht van de erge gevolgen van een vonnis van verwijdering, aanleiding kan geven. Het drukt zich uit als volgt : « De dwangverpleging na den afloop van de eigenlijke straf kan alleen gerechtvaardigd worden door de strenge eischen van de bescherming der maatschappij.

Het ware strijdig met den geest zelf van de hervorming — en wij leggen er nadruk op — deze dwangverpleging te verlengen telkens wanneer ernstige waarborgen van verbetering of het vooruitzicht van eene herklasseering in de familie of in vrije instellingen van een minder strengen aard, zullen toelaten den recidivist waarover de Regeering de voogdij uitoefent, in vrijheid te stellen. Niet alleen in de uitoefening van deze voogdij, zal het bestuur niet mogen nalaten over te gaan tot een geregeld toezicht en eene periodieke en gewetensvolle herziening van al de bijzondere gevallen, maar zij zal er ook moeten voor zorgen de doelmatige medewerking van de bewakingscommissiën, van de beschermingscomiteën en van de plaatselijke overheid te gebruiken. Zoodra de omstandigheden eene voortijdige invrijheidstelling schijnen te rechtvaardigen, zal zij niet aarzelen deze toe te laten, met evenwel boven het hoofd van den vrijgestelde steeds de bedreiging te laten hangen van eene nieuwe interneering indien zijn gedrag niet beantwoordt aan de verwachtingen van de Regeering. Zeker, onder de recidivisten zullen er treurige uitschotten van de menscheit zijn, ongevoelig voor de vernedering van de straf, en die langzamerhand alle beheersching over hunne bedorven instincten verloren hebben. Maar er zullen er ook anderen zijn, bij dewelke de kalnte, het geregeld bestaan, het leven in de open lucht, de arbeid en de goede moreele invloeden een gelukkigen ommekeer kunnen teweegbrengen.

De inrichtingen waar deze recidivisten — welkdanig ook hunne fouten waren — worden geplaatst, moeten hun niet toeschijnen als zijnde huizen van levensdurigen dwangarbeid waar bij hun binnentreden het *lasciate ogni speranza* ze voor altijd zou ontmoedigen en alle wilskracht tot opbeuring in hen dooden. « Overal rijst ergens de dageraad » schreef eens Longfellow. Hoe bedorven de gewoonte-misdadiger ook weze, kan hij steeds goede gevoelens hebben bewaard die in het diepste zijner ziel liggen te smeulen en door eene verleeftde bezorgdheid, ja zelf soms door een toeval, kunnen opflakkeren ten voordeele van den man zelf en voor de eer der menschenfamilie. De beste verantwoording voor het wetsontwerp zou bestaan in het vergemakkelijken van al ware 't maar enkele van dergelijke opbeuringen die, hoe onwaarschijnlijk zij soms schijnen nooit onmogelijk zijn. »

De Commissie voor de Justitie dringt nogmaals op deze beschouwingen aan. En de baan opgaande door den heer Franck aangeduid, is zij van gevoelen dat men, na zekeren tijd, onder bepaalde omstandigheden, een verhaal moet voorzien voor den geïnterneerde. Met dit doel stelt zij een amendement voor dat plaats zou vinden na artikel 24. Deze nieuwe bepaling zou de recidivisten en de gewoonte-misdadigers, die krachtens de artikelen 22 en 23 ter beschikking van de Regeering zijn gesteld, machtigen zich tot het Hof van Beroep te wenden ten einde de gevolgen dezer terbeschikkingstelling op te heffen. Dergelijke vraag kan echter slechts na zekeren tijd worden ingediend : wanneer de duur van de terbeschikkingstelling niet tien jaren overschrijdt, kan de recidivist deze aanvraag indienen drie jaren na de strafuitboeting en daarna om de drie jaren. In de

andere gevallen moet hij den termijn van het vijfde jaar afwachten, dat volgt op de strafuitboeting, maar kan de aanvraag vernieuwen om de vijf jaren.

Ten einde klaar te doen uitschijnen dat het vonnis van verwijdering moet worden uitgesproken door de hoven en rechtbanken en het in geen geval enkel overgelaten wordt aan de beoordeeling van de uitvoerende machten, stelt de Commissie voor, op de artikelen 22 en 23 te zeggen : « de recidivisten worden ter beschikking van de Regeering gesteld bij vonnis of bij arrest van veroordeeling ».

Inderdaad, de tekst der Regeering, die luidt : « de recidivisten blijven ter beschikking van de Regeering » zou kunnen doen vermoeden dat de terbeschikkingstelling van rechtswege geschiedt zonder nadrukkelijke uitspraak.

Ten slotte werd de vraag gesteld te weten of de inrichting waar de recidivisten na hunne strafuitboeting worden geplaatst, den aard zal hebben van een verbeteringsgesticht. De Commissie meent van neen. De recidivisten die ter beschikking van de Regeering worden gesteld, hebben hunne straf uitgedaan. Hunne interneering heeft niet een streng genomen karakter van uitboeting.

II. — *De schuldige jeugd.*

Door het stelsel dat tot stand kwam door de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, wordt het vonnissen van minderjarigen *van minder dan volle 16 jaar* toevertrouwd aan de jurisdictie van den kinderrechter. De artikelen 13 en 14 van dezelfde wet geven bevoegdheid aan dien bijzonderen magistraat tegenover de *minderjarigen beneden den vollen leeftijd van 18 jaren* : 1° wanneer die minderjarigen bedelend op zwervend worden aangetroffen of zich gewoonlijk overgeven aan bedelarij of landlooperij ; 2° wanneer deze minderjarigen door hun wangedrag of hun tuchteloosheid ernstige redenen tot ongenoegen geven aan hunne ouders, aan hunne voogden of aan de andere personen onder wier hoede zij werden geplaatst. Dit wetsontwerp van sociale bescherming verandert niets aan deze bepalingen. Het raakt ook niet aan de crimineele zaken. Maar wanneer het eene boetstraffelijke zaak geldt, voert het wetsontwerp eene zeer belangrijke hervorming in. Het heft de boetstraffelijke gevangenisstraf op als hoofdstraf voor de misdadigers die den leeftijd hebben van 16 tot 21 jaar, op het oogenblik van het vonnis of van zijne uitvoering. Het vervangt deze correctionneele gevangenisstraf door de hechtenis in eene strafschool.

De tekst van artikel 26 van het Regeeringsontwerp luidt : « Hechtenis in eene strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar vervangt de correctionneele gevangenisstraf ten aanzien van veroordeelden minder dan volle 21 jaar oud tijdens het vonnis en deszelfs tenuitvoerlegging ; geldboete en hechtenis in eene strafschool worden niet samen opgelegd ».

Uwe Commissie, al stemt zij ermede in de correctionneele gevangenisstraf te vervangen door het regime van de strafschool, heeft wel eenige vrees gekoesterd omtrent de gevolgen van een nieuw regime dat den rechter zou verplichten, zoo hij meent zich niet te moeten beperken tot het toepassen van eene geldboete op den misdadiger, een jongen of meisje naar een strafschool te verwijzen tot den leeftijd van volle 25 jaar. Daaruit zou kunnen voortvloeien dat, voor wanbedrijven, die hoegenaamd geene diepe verdorvenheid of afwezigheid van ernstige moraliteit verraden, een jongeling van zijn vrijheid beroofd wordt tot volle 25 jaar, dit is gedurende de schoonste jaren van zijn leven, in den leeftijd waarop misschien zijn bestaan eene gelukkige wending zou kunnen krijgen. Welke

zorgen de Staat ook aan hem bestede in eene strafschool, is het toch te vreezen dat hij, wanneer hij er op mannenleeftijd uitkomt, zal verloren staan in het leven, onbekend met de vereischten van een sociaal midden waaruit hij zal uitgesloten geweest zijn en waarin eene zoo lange hechtenis zijne reclassering niet altijd gemakkelijker zal maken. Staat het niet te vreezen dat, tegenover het vooruitzicht van al deze gevolgen, de correctionneele rechter zich vaak zal beperken tot de eenvoudige straf van geldboete, op gevaar af de beteugelende rechtsvordering te ontzenuwen?

Door de amendementen die de Commissie U voorstelt onder artikel 26 wordt deze vrees te niet gedaan.

De Commissie acht het anderzijds nuttig in de wet te bepalen, dat, in plaats van voor alle gevallen, van ambtswege, vastgesteld te zijn tot den leeftijd van volle 25 jaar, de interneering in een strafschool, door den rechter kan gelast worden voor een korteren duur. Stellig eischt de doeltreffendheid van het stelsel der strafschool dat de jeugdige schuldige persoon aan een regime onderworpen worde gedurende een tijdsverloop dat niet al te kortstondig zij. Eenige weken of zelfs eenige maanden zijn over het algemeen niet voldoende om eene verdwaalde ziel weer terug te brengen. Het is dus noodig in de wet een redelijken termijn vast te stellen. Uwe Commissie stelt voor, een minimum van tenminste drie jaar vast te stellen, waarbij voor het overige wel verstaan blijft dat de voorwaardelijke invrijheidstelling steeds zal mogen verleend worden aan de veroordeelden, wanneer zij een jaar van hunne straf uitgedaan hebben, zooals door artikel 28 van het wetsontwerp voorzien wordt.

Een amendement van de heeren Poncelet en Rubbens aannemende, was uwe Commissie anderzijds van gevoelen dat de interneering in eene strafschool, voor den rechter eene mogelijkheid en niet eene verplichting moet zijn. De rechter zal oordeelen, naar gegevens van subjectievenaard die zich in ieder geval zullen voordoen en namelijk naar de gevaren of de gelegenheden van het midden waar de jongeling leeft, volgens de waarborgen wat betreft de familie of het beroep, die door het onderzoek van het geval te voorschijn zullen treden, of de strafschool, met de langdurige interneering van opvoedkundigen aard, beter is dan de correctionneele gevangenisstraf dat van veel geringeren duur zal kunnen wezen.

Het verleen van deze bevoegdheid aan de beteugelende gerechtigheid, ten aanzien van de schuldige jeugd, heeft uwe Commissie aangezet om te onderzoeken of het niet wenschelijk was een bijzonderen rechter te gelasten, uitspraak te doen in de boetstraffelijke zaken waarvoor de betrokken jongelieden aansprakelijk zijn. De zeer gelukkige uitslagen, naar de meening van allen, opgeleverd door de specialisatie van den rechter wanneer het minderjarigen van minder dan zestienjarigen leeftijd geldt, zijn eene kostbare aanwijzing en les. Talrijk zijn degenen die gelooven dat de werkelijke hervorming zou zijn, hetgeen reeds in andere landen gedaan wordt : de bevoegdheid van den kinderrechter uitbreiden tot boven den leeftijd van volle 16 jaar, niet alleen in gevallen van landlooperij en bedelarij, doch ook wanneer het feiten geldt die door het strafrecht als misdrijf beschouwd worden. Ondanks het gunstige oordeel dat bij onderscheidene leden tot uiting kwam, ten voordeele van dergelijke oplossing, heeft uwe Commissie dienaangaande voorbehoud gemaakt. Liever dan de bestaande bevoegdheid van den kinderrechter uit te breiden, stelt zij U voor eene hervorming in te voeren die eene proefneming en wellicht een nieuwe stap zal wezen : aan den voorzitter van elke boetstraffelijke rechtbank de zorg toe te vertrouwen, onder de magistraten van den zetel, een rechter of een raadsheer aan te stellen die

speciaal gelast zal zijn, uitspraak te doen in boetstraffelijke zaken, waarbij minderjarigen, meer dan volle 16 jaar oud, betrokken zijn.

Dit is het doel van het nieuw artikel 27^{bis} dat uwe Commissie de eer heeft U voor te stellen. Stellig zal deze nieuwe rechter niet, zooals de kinderrechter, over eene gansche reeks middelen beschikken waaronder hij zal kunnen kiezen : berisping, bewaakte vrijheid, plaatsing in eene onderwijs- of weldadigheidsinrichting, ter beschikking stellen van de Regeering. Hij zal niet bevoegd zijn om zijne uitspraken zelf te herzien en zal ook niet verplicht zijn in betrekking te blijven met zijne rechtsonderhoorigen, door dezen te volgen na de terechtzitting. Doch de bijzondere rechter zal, volgens artikel 27^{bis}, nadat hij onderzocht heeft of de teltastlegging gegrond is, er vrij moeten over beslissen of, in geval van veroordeeling, de opsluiting in eene strafschool, beter is voor den jongeling die voor hem terechtstaat, dan eene boete met of zonder gewone gevangenzetting. Het feit dat een rechter gekozen wordt om zich met deze zaken bezig te houden, en de ervaring die hij stellig zal opdoen in zake van psychologie der jeugd, zullen er ongetwijfeld toe leiden dat de belangen van de betrokken jongelieden en die van de maatschappij beter gevrijwaard zullen wezen dan door het terechtstaan voor eene gewone boetstraffelijke rechtbank. Bovendien zal het wenschelijk wezen, dat deze nieuwe gespecialiseerde rechter in betrekking blijve met den kinderrechter en dat hij zich vertrouwd make met de denkbelen en methodes die de rechtsmacht der kinderen kenschetsen. Niets zal trouwens beletten dat in menige rechtbank en in de Hoven van Beroep, beide bevoegdheden aan een zelfden magistraat worden toevertrouwd.

Eens de bevoegdheid van dezen bijzonderen rechter aangenomen, moet men de gevallen voorzien waarin twistpunten in zake bevoegdheid zouden oprijzen. Dit wil uwe Commissie bereiken door middel van een nieuw artikel 27^{ter}. Dit artikel bepaalt dat de gewone rechtsmacht bevoegd blijft, wanneer de jongeling vervolgd wordt in eene zelfde zaak met een meerderjarige. Moesten beide vervolgingen worden gescheiden, dan kon men tegenspraak vreezen in beide vonnissen. Is, anderzijds, de jongeling onder de wapens, dan is het maar logisch dat hij aan de militaire rechtbanken onderworpen blijft. Wordt hij ten slotte naar het Assisenhof verwezen, dan blijft deze rechtsmacht tegenover hem bevoegd, hoedanig ook de veroordeeling weze.

Bij artikel 27, heeft uwe Commissie zich aangesloten bij het amendement Poncelet, waardoor de woorden : « de bij toepassing van het vorig artikel genomen beschikkingen worden ten uitvoer gelegd zoodra zij definitief zijn geworden » wegvallen. Men ziet niet in waarom men, voor de beslissingen getroffen op grond van artikel 26, eene onmiddellijke uitvoering zou moeten verordenen, die de omstandigheden misschien niet eischen. Indien te dezer zake onderrichtingen te geven zijn aan het Openbaar Ministerie, kan de Minister van Justitie daarin voorzien. De bepaling die uwe Commissie heeft doen wegvallen is ten andere ontbloot van sanctie, wat er de draagkracht aanzienlijk van vermindert. Bij wijze van amendement stelt de heer Rubbens een nieuw artikel voor, dat luidt : « De geïnterneerden in de strafschoolen, wier aanraking als verderfelijk wordt erkend voor de zedelijkheid hunner makkers, worden in de gewone gevangnissen overgebracht om er hun straftijd uit te doen. »

Ofschoon uwe Commissie de daarin besloten bedoeling naar waarde schat, heeft zij toch er zich niet bij aangesloten. Inderdaad, de strafschoolen kunnen op zulke wijze worden ingericht dat voor de jongelieden wier aanraking voor hunne

makers kon verderfelijk wezen, een speciaal gebouw met strengere straffen wordt voorzien.

Op artikel 29 heeft de Regeering een amendement voorgesteld, waarvan uwe Commissie meent te moeten afzien. Het amendement is maar vormelijk en de eerste tekst is klaarder.

Artikel 30 betreft de verjaring. Ter vergadering van 23 Juni 1926 heeft de Minister van Justitie deze verjaring aldus verantwoord : « Het was noodzakelijk, zegde hij, van de gewone regels der verjaring af te wijken, wanneer het eene gevangenisstraf geldt, welke de rechter moet uitspreken in de tweede plaats en te gelijktijd als de hechtenis in eene strafschool. Tegen een minderjarige uitgesproken wordt deze straf slechts uitvoerbaar te rekenen van den datum der meerderjarigheid van den veroordeelde. Het ware niet logisch dat, overeenkomstig artikel 92 van het Strafwetboek, de verjaring begon « te rekenen van den datum van het arrest of van het vonnis in laatste instantie uitgesproken, af te rekenen van den dag dat het vonnis in eersten aanleg uitgesproken niet meer vatbaar is voor beroep », want de verjaring liep tegen eene straf die nog niet vatbaar is voor uitvoering, en de verjaring zou kunnen op het punt zijn voltrokken te worden den dag waarop de uitvoering ervan wettelijk mogelijk wordt. Daarom stelt het ontwerp terecht het vertrekpunt van den termijn der verjaring op den dag dat het openbaar ministerie wettelijk de uitvoering der straf kan vervolgen ». Deze beweeggronden hebben de goedkeuring der meerderheid van uwe Commissie ontmoet; deze is dan ook niet toegetreden tot het amendement-Poncelet, dat hier de toepassing van het gemeen recht vraagt.

Een laatste amendement door den heer Poncelet voorgesteld in Hoofdstuk VII, machtigt den beklaagde de keuze te doen van een Raad onder de personen aangeduid in artikel 295 van het Wetboek van Strafvordering. Het geldt eene hervorming die in algemeenen zin het verweer voor de betengelande rechtbanken betreft. Zonder stelling te nemen wat aangaat de geschilvraag die dit amendement doet oprijzen, was uwe Commissie van oordeel dat het buiten het bijzonder kader van dit wetsontwerp valt, en eventueel in een voorstel van ruimeren omvang zou moeten neergelegd worden.

De hierbijgevoegde tabel plaatst tegenover mekaar den tekst van het oorspronkelijk ontwerp en dien van het geamendeerd ontwerp dat de Commissie U voorstelt goed te keuren.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

EM. BRUNET.



AMENDEMENTS

renvoyés à la Commission par décision de la Chambre en date du 7 juillet 1926.

CHAPITRE V.

Des récidivistes et des délinquants d'habitude.

Art. 23.

I — AMENDEMENT DE M. DESTREE.

Rédiger cet article comme suit :

Dans tous les cas de récidive, le soin de constater s'il y a lieu de mettre le condamné à la disposition du Gouvernement sera confié à une Chambre spéciale de la Cour d'appel. Elle prononcera par arrêt spécifiant les motifs de sa décision après s'être fait représenter tous les dossiers concernant le condamné, avoir réuni tous les renseignements sur son état mental et moral, et l'avoir entendu en ses moyens de défense, en s'inspirant de l'intérêt du condamné et de la société.

Si son arrêt ordonne la mise à la disposition du Gouvernement, la peine à subir se confondra avec cette mesure qui sera seule appliquée.

Tout condamné ayant subi plusieurs condamnations criminelles ou correctionnelles de nature à le faire présumer incorrigible et dangereux pour la société, pourra, même dans les cas non qualifiés de récidive légale, être déféré, dans les mêmes conditions, à cette juridiction.

AMENDEMENTEN

naar de Commissie verzonden bij beslissing der Kamer d. d. 7 Juli 1926.

HOOFDSTUK V.

De recidivisten en de gewoontemisdadigers.

Art. 23.

1. — AMENDEMENT VAN DEN HEER DESTREE.

Het doen luiden :

In ieder geval van herhaling, wordt eene bijzondere Kamer van het Hof van Beroep gelast te bepalen of de veroordeelde ter beschikking van de Regeering dient gesteld te worden. Zij verleent hare uitspraak bij een met redenen omkleed arrest, na overlegging te hebben gevorderd van al de dossiers den veroordeelde betreffende, na al de inlichtingen over diens verstandelijke en zedelijke gesteldheid te hebben ingewonnen, en na hem in zijne middelen van verweer te hebben gehoord, daartoe geleid door de bezorgdheid om het belang van den veroordeelde en van de Maatschappij.

Indien haar arrest het ter beschikking stellen van de Regeering beveelt, zal de te ondergaane straf vermengd worden met dezen maatregel die alleen zal worden toegepast.

Ieder veroordeelde, die meerdere lijfstraffen of boetstraffelijke veroordeelingen heeft ondergaan, van aard om hem als onverbeterlijk en gevaarlijk voor de Maatschappij te doen aanzien, kan, zelfs in de gevallen niet als wettelijke herhaling voorgeschreven, op dezelfde wijze voor deze rechtsmacht gebracht worden.

I. — AMENDEMENT DE M. PONCELET,

Après les mots : « articles 56 et 57 du Code pénal », dire : « peuvent être mis à la disposition »

Art. 24.

AMENDEMENTS DE M. FRANCK.

a) Ajouter à l'article 24 les dispositions suivantes :

Après cinq ans d'internement, un recours est ouvert devant la Cour d'Appel, où une Chambre spéciale sera chargée de l'examen. La Cour statuera par arrêt motivé, l'intéressé entendu.

Le même recours est ouvert si, après l'expiration de la peine, le condamné a été laissé en liberté et n'a pas commis de crime ou de délit avant l'internement.

Ce recours doit être exercé dans les trois mois de l'internement.

b) En cas de rejet de l'amendement ci-dessus, rédiger l'article comme suit :

Les récidivistes et délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement pour un terme de 5 à 10 ans peuvent, trois ans après l'expiration de leur peine, demander la cessation de cette mesure. Ceux qui, soit à l'expiration de leur peine, soit après internement, ont été laissés libres pendant deux années peuvent de même, s'ils viennent à être internés, demander d'être relevés de la mise à la disposition du Gouvernement.

La demande est adressée, avec pièces

II. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Na de woorden : « Artikelen 56 en 57 van het Strafwetboek », invoegen : « kunnen ter beschikking worden gesteld van de Regeering ».

ARTIKEL 24.

III. — AMENDEMENTEN VAN DEN HEER FRANK.

a) Aan artikel 24 de volgende bepalingen toevoegen :

Na vijf jaar interneering, bestaat er grond tot verhaal vóór het Hof van Beroep, waar een bijzondere Kamer met het onderzoek wordt belast. Het Hof, den betrokkene gehoord, beslist bij bereadeneerd advies.

Een zelfde verhaal wordt toegestaan indien, na het verstrijken der straf, de veroordeelde op vrije voeten werd gelaten en, vóór de interneering, geen misdad of wanbedrijf heeft gepleegd.

Dit verhaal moet binnen drie maanden na de opsluiting worden uitgeoefend.

b) Ingeval bovenstaand amendement verworpen wordt., het artikel doen luiden :

« De recidivisten en gewoontemisdadigers welke drie jaar na de uitboeting van hunne straf, voor een termijn van 5 tot 10 jaar ter beschikking werden gesteld van de Regeering, kunnen het ophouden van dien maatregel vragen. Zij die, bij het verstrijken van hun strafftijd, of na interneering, gedurende twee jaar, op vrije voeten werden gelaten, kunnen eveneens vragen, indien zij mochten geïnterneerd worden, van de ter beschikkingstelling ontslagen te worden.

» De aanvraag moet, met de noo-

à l'appui, au procureur du Roi de l'arrondissement où réside le condamné.

L'affaire est instruite et jugée conformément aux articles 2 à 6 de la loi du 25 avril 1896.

CHAPITRE VI.

De la détention dans une prison école.

ART. 26.

I. — AMENDEMENT DE MM. PONCELET ET RUBBENS.

Au lieu du mot : « remplace » dire : « peut remplacer ».

II. — AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Supprimer les mots : « l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement ».

ART. 27.

III. — AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Supprimer les mots : « Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives ».

ART. 28bis.

ARTICLE NOUVEAU PROPOSÉ PAR M. RUBBENS.

Les individus internés dans les prisons-écoles dont le contact est reconnu pernicieux pour la moralité de leurs compagnons sont transférés pour achever le... terme dans les prisons ordinaires.

dige bewijsstukken, gericht worden aan den Procureur des Konings van het arrondissement waar de veroordeelde zijn verblijf heeft.

» De zaak wordt onderzocht en gewezen overeenkomstig de artikelen 2 tot 6 van de wet van 25 April 1896 ».

HOOFDSTUK VI.

De hechtenis in een strafschool.

ART. 26.

I. — AMENDEMENT VAN DE HEEREN PONCELET EN RUBBENS.

In plaats van : « vervangt » te lezen : « kan vervangen ».

II. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Doen wegvallen de woorden : « geldboete en hechtenis in een strafschool worden niet samen opgelegd ».

ART. 27.

III. — AMENDEMENT VAN DEN HEER PONCELET.

Doen wegvallen de woorden : « De bij toepassing van het vorig artikel genomen beschikkingen worden tenuitvoergelegd zodra zij definitief zijn geworden ».

ART. 28bis.

NIEUW ARTIKEL DOOR DEN HEER RUBBENS VOORGESTELD.

De geïnterneerden in de strafschoolen, wier aanraking als verderfelijk wordt erkend voor de zedelijkheid van hunne makkers, worden in de gewone gevangenissen overgebracht om er hun straf tijd uit te doen.

ART. 29.

AMENDEMENT
DU GOUVERNEMENT :

Rédiger cet article comme suit :

Les cours et tribunaux en condamnant à la détention dans une prison-école, peuvent ordonner le sursis, dans les cas où il est applicable à l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 27.

ART. 30.

AMENDEMENT DE M. PONCE ET.

Supprimer les mots : « à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt et unième année. »

CHAPITRE VII.

ART. 31.

AMENDEMENT DE M. PONCELET.

Ajouter ce qui suit : « Les inculpés pourront, pour assurer leur défense, devant les juridictions d'instruction et de jugement, faire choix d'un conseil, parmi les personnes désignées à l'article 295 du Code d'instruction criminelle.

ART. 33bis.

ARTICLE NOUVEAU
PROPOSÉ PAR LE GOUVERNEMENT.

Le Gouvernement fixera la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 29.

AMENDEMENT VAN DE REGEERING.

Dit artikel doen luiden :

« De hoven en rechtbanken, waar zij tot hechtenis in een strafschool verwijzen, kunnen uitstel verleen in de gevallen waarin dat uitstel toepasselijk is op de krachtens artikel 27 opgelegde gevangenisstraf ».

ART. 30.

AMENDEMENT
VAN DEN HEER PONCELET :

Doen wegvallen de woorden :

« te rekenen van den dag waarop de veroordeelde den leeftijd van één en twintig jaar bereikt ».

HOOFDSTUK VII.

ART. 31.

AMENDEMENT
VAN DEN HEER PONCELET :

Toevoegen het volgende : « Ten einde hunne verdediging te verzekeren, kunnen de verdachten voor de rechtsmachten van onderzoek en van wijzen een raadsman kiezen, onder de bij artikel 295 van het Strafvorderingswetboek aangewezen personen ».

ART. 33bis.

NIEUW ARTIKEL
DOOR DE REGEERING VOORGESTELD.

De Regeering zal den datum vaststellen waarop deze wet van kracht wordt.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

sur le projet de loi de défense sociale
à l'égard des anormaux, des délin-
quants d'habitude et de l'adoles-
cence coupable.

CHAPITRES V, VI, VII ET VIII

TABLEAU DES TEXTES :

1° du projet de loi.

2° des amendements de la
Commission.

AANVULLEND VERSLAG

op het ontwerp van wet tot bescher-
ming van de maatschappij tegen de
abnormalen, de gewoontemisdadi-
gers en de schuldige jeugd.

HOOFDSTUKKEN V, VI VII EN VIII.

TABEL DER TEKSTEN :

1° Wetsontwerp.

2° Amendementen van de
Commissie.

Texte du projet de loi

A.

Tekst van het Wetsontwerp.

—

CHAPITRE V.**Des récidivistes et des délinquants d'habitude****Art. 22.**

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 54, 55 et 57 du code pénal, restent à la disposition du gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

Art. 23.

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du code pénal restent, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est d'un an de prison au moins. Il peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis trois crimes ou délits, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

Art. 24.

Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du gouvernement sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par arrêté royal.

HOOFDSTUK V.**De recidivisten en de gewoontemisdadigers.****Art. 22.**

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artikelen 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, blijven gedurende twintig jaar na afloop van hun straf ter beschikking van de Regeering.

Art. 23.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artikelen 56 en 57 van het Strafwetboek, blijven ter beschikking van de Regeering gedurende tien jaar na afloop van hun straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar na afloop van hun straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

Dezelfde maatregel kan worden getroffen ingeval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook, die, ten minste drie misdaden of wanbedrijven hebbende gepleegd, een aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te vertoonen.

Art. 24.

De recidivisten en gewoontemisdadigers die ter beschikking van de Regeering staan, worden, zoo daartoe termen zijn, in dwangverpleging geplaatst in een bij Koninklijk besluit aangewezen gesticht.

Amendements proposés par la Commission

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

CHAPITRE V

HOOFDSTUK V.

Des récidivistes et des délinquants d'habitude

De recidivisten en de gewoontemisdadigers.

ART. 22.

ART. 22.

Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 54, 55 et 57 du code pénal, *sont mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation*, à la disposition du gouvernement pendant vingt ans après l'expiration de leur peine.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artt. 54, 55 en 57 van het Strafwetboek, worden, *gedurende twintig jaar na afloop van hun straf, bij vonnis of arrest van veroordeeling*, ter beschikking van de Regeering gesteld.

ART. 23.

ART. 23.

Les récidivistes dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du code pénal, *sont mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation*, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

De recidivisten, in de gevallen voorzien bij de artt. 56 en 57 van het Strafwetboek, worden, *bij vonnis of arrest van veroordeeling*, ter beschikking van de Regeering gesteld gedurende tien jaar na afloop van hun straf, indien deze ten minste één jaar gevangenisstraf bedraagt. Zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf jaar tot tien jaar na afloop van hun straf, indien deze minder bedraagt dan één jaar gevangenisstraf.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis *au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins trois mois de prison*, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

Dezelfde maatregel kan worden getroffen in geval van herhaling van misdaad na wanbedrijf en ten aanzien van wie ook, die, na ten minste drie *inbreuken te hebben gepleegd welke een correctionneele gevangenisstraf van minstens 3 maanden gevang hebben medegebracht*, een aanhoudende neiging tot wetsovertreden blijkt te vertoonen.

ART. 24.

ART. 24.

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Texte du Projet de Loi.

Tekst van het wetsontwerp.

CHAPITRE VI**De la détention
dans une prison école****ART. 25**

L'article 7 du code pénal est complété comme suit :

Les peines applicables aux infractions sont... En matière correctionnelle : la détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis

ART. 26.

La détention dans une prison-école jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis remplace l'emprisonnement correctionnel

HOOFDSTUK VI.**De hechtenis in een strafschool.****ART. 25.**

Artikel 7 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

De straffen op de inbreuken toepasselijk zijn : in correctioneele zaken, de hechtenis in een strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar.

ART. 26.

Hechtenis in een strafschool tot den leeftijd van volle 25 jaar vervangt de correctioneele gevangenisstraf ten

Amendements proposés par la Commission.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 24bis.

Les récidivistes et délinquants d'habitude, mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 22 et 23, peuvent demander d'être relevés des effets de cette décision. A cette fin, ils adressent leur demande au procureur général près la cour d'appel, dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé leur mise à la disposition du gouvernement. Le procureur général prend toutes informations qu'il juge nécessaires, en joint le résultat au dossier et soumet celui-ci, avec ses réquisitions, à une chambre correctionnelle de la cour qui statue par arrêt motivé, après avoir entendu l'intéressé assisté d'un conseil.

Cette demande peut être introduite trois ans après l'expiration de la peine, et ensuite de trois en trois ans, lorsque la durée de la mise à la disposition du Gouvernement ne dépasse pas dix ans. Dans les autres cas, la demande peut être introduite au bout de cinq ans et peut être renouvelée de cinq ans en cinq ans.

CHAPITRE VI

De la détention dans une prison-école

ART. 25.

L'article 7 du code pénal est complété comme suit :

Les peines applicables aux infractions sont : ... en matière correctionnelle : la détention dans une prison-école.

ART. 26.

La détention dans une prison-école pour trois ans au moins et, au plus, jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis, peut

ART. 24bis.

De recidivisten en gewoonte-misdadigers die ter beschikking van de Regeering zijn gesteld krachtens de artikelen 22 en 23, kunnen vragen van de gevolgen dezer beslissing ontheven te worden. Daartoe richten zij hunne aanvraag tot den Procureur generaal van het Hof van Beroep, in wiens gebied de rechtsmacht zetelt, welke hunne ter beschikkingstelling van de Regeering uitgesproken heeft. De Procureur generaal neemt al de inlichtingen die hij noodig acht, voegt de zelve bij het dossier en onderwerpt dit, met zijne orderingen, aan eene correctioneële kamer welke, na den betrokkene in bijzijn van een raadsman te hebben gehoord, uitspraak doet bij een met redenen omkleed arrest.

Deze aanvraag mag ingediend worden drie jaar na het verstrijken van de straf, en vervolgens van drie tot drie jaar, wanneer de duur van de ter beschikkingstelling van de Regeering niet tien jaar te boven gaat. In de overige gevallen, mag de aanvraag worden ingediend op het einde van vijf jaar en mag van vijf tot vijf jaar worden vernieuwd.

HOOFDSTUK IV.

De hechtenis in een strafschool.

ART. 25.

Artikel 7 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

De straffen op de inbreuken toepasselijk zijn : ... in correctioneële zaken : de hechtenis in een strafschool.

ART. 26.

De hechtenis in een strafschool voor 3 jaar ten minste en, ten hoogste, tot den leeftijd van volle 25 jaar, kan de

Texte du projet de loi.

à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du jugement et de son exécution; l'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement.

ART. 27.

Les décisions prises par application de l'article précédent sont exécutées aussitôt qu'elles sont devenues définitives; elles prononcent, pour le cas où elles ne seraient pas exécutées avant que le condamné ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la peine d'emprisonnement qu'il aura à subir.

Tekst van het wetsontwerp.

aanzien van veroordeelden minder dan volle 21 jaar oud tijdens het vonnis en deszelfs tenuitvoerlegging; geldboete en hechtenis in een strafschool worden niet samen opgelegd.

ART. 27.

De bij toepassing van het vorig artikel aangenomen beschikkingen worden ten uitvoer gelegd zoodra zij definitief zijn geworden; mochten zij niet worden ten uitvoer gelegd vóórdát de veroordeelde den leeftijd van volle 21 jaar heeft bereikt, dan wordt bij de beschikking bepaald welke gevangenisstraf hij zal ondergaan.

Amendements proposés par la Commission.

remplacer l'emprisonnement correctionnel à l'égard des condamnés âgés de moins de 21 ans accomplis au moment du jugement et de son exécution. L'amende et la détention dans une prison-école ne sont pas prononcées cumulativement.

Art. 27.

Les décisions qui ordonnent la détention dans une prison-école prononcent, pour le cas où elle ne serait pas exécutée avant que le condamné ait atteint l'âge de 21 ans accomplis, la peine d'emprisonnement qu'il aura à subir.

Art. 27^{bis}.

Le président du tribunal de première instance et le premier président de la cour d'appel désignent, au sein du tribunal ou de la cour, un magistrat qui est spécialement chargé, en matière correctionnelle, du jugement des mineurs âgés de plus de 16 ans accomplis.

Art. 27^{ter}.

Quand un mineur âgé de plus de 16 ans accomplis, et un individu majeur sont poursuivis simultanément, soit comme auteurs, co-auteurs ou complices d'une infraction aux lois pénales, soit à raison d'infractions connexes, la juridiction ordinaire est compétente pour le mineur.

Nonobstant l'article 27^{bis}, le mineur soumis aux lois pénales militaires reste justiciable de la juridiction militaire et le mineur qui est renvoyé devant la cour d'assises reste justiciable de cette juridiction criminelle.

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

correctionneele gevangenisstraf vervangen ten aanzien van veroordeelden minder dan volle 21 jaar oud tijdens het vonnis en deszelfs tenuitvoerlegging. De geldboete en de hechtenis in een strafschool worden niet samen opgelegd.

Art. 27.

De beschikkingen, waarbij de opsluiting in een strafschool wordt bevolen, bepalen, in geval die opsluiting niet werd ten uitvoer gelegd, vóór dat de veroordeelde den leeftijd van volle 21 jaar heeft bereikt, welke gevangenisstraf hij zal ondergaan.

Art. 27^{bis}.

De voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg en de eerste voorzitter van het Hof van Beroep duiden, onder de leden van de rechtbank en van het Hof, een magistraat aan, die inzonderheid is gelast, in correctionneele zaken, de minderjarigen van meer dan volle 16 jaar oud te vonnissen.

Art. 27^{ter}.

Wanneer een minderjarige van meer dan volle 16 jaar oud, en een meerderjarige tegelijkertijd worden vervolgd, hetzij als daders, mededaders of medeplichtigen van een inbreuk op de strafwetten, hetzij wegens samenloopende misdrijven, dan is de gewone rechtsmacht bevoegd voor den minderjarige.

Ondanks artikel 27^{bis}, blijft de aan de militaire strafwetten onderworpen minderjarige onderhoorig aan de militaire rechtsmacht en de minderjarige, die vóór het Hof van Assisen is verwezen, blijft onderhoorig aan deze crimineele rechtsmacht.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 28.

ART. 28.

Les condamnés qui ont à subir la peine de détention dans une prison-école peuvent être mis en liberté conditionnellement dans les formes établies par la loi, lorsqu'ils ont accompli une année de peine.

De veroordeelden, die de straf der hechtenis in een strafschool moeten ondergaan, kunnen, op de bij de wet bepaalde wijze, voorwaardelijk in vrijheid worden gesteld als zij één jaar straf hebben uitgedaan.

La libération définitive leur est acquise, si la révocation n'est pas intervenue, pour les causes, dans les formes et avec les effets prévus par la loi, avant l'accomplissement de leur vingt-cinquième année.

Hun ontslag wordt definitief, wanneer het niet, om de redenen, op de wijze en met de gevolgen bij de wet voorzien, herroepen werd vóórdát zij volle vijf en twintig jaar oud waren.

Dans le cas visé à l'article 4, alinéa 4, de la loi du 31 mai 1888 modifiée par celle du 3 août 1899, le condamné subira la peine d'emprisonnement prononcée en vertu de l'article 27.

In het geval voorzien bij artikel 4, 4^e lid, der wet van 31 Mei 1888, gewijzigd bij de wet van 3 Augustus 1899, ondergaat de veroordeelde de gevangenisstraf uitgesproken op grond van artikel 27.

ART. 29.

ART. 29.

Les cours et tribunaux en condamnant à la détention dans une prison-école, peuvent, lorsque l'emprisonnement prononcé en vertu de l'article 27 ne dépasse pas six mois, ordonner le sursis conformément à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888.

De hoven en rechtbanken, waar zij tot hechtenis in een strafschool verwijzen, kunnen, wanneer de op grond van artikel 27 uitgesproken gevangenisstraf zes maanden niet overschrijdt, uitstel verleenē overeenkomstig artikel 9 der wet van 31 Mei 1888.

ART. 30.

ART. 30.

Les peines d'emprisonnement prononcées en vertu de l'article 27 se prescrivent conformément à l'article 92 du Code pénal, soit par cinq ans, soit par dix, à compter du jour où le condamné a accompli sa vingt-et-unième année.

De op grond van artikel 27 uitgesproken gevangenisstraffen verjaren overeenkomstig artikel 92 van het Strafwetboek, hetzij na vijf jaar, hetzij na tien jaar, te rekenen van den dag waarop de veroordeelde den leeftijd van één en twintig jaar bereikt.

CHAPITRE VII.

HOOFDSTUK VII

Dispositions générales.

Algemeene bepalingen.

ART. 31.

ART. 31.

Les dispositions concernant les poursuites en matière correctionnelle

De bepalingen betreffende de vervolgingen in correctioneele en in lijf-

Amendements proposés par la Commission.

—

ART. 28.

(Comme au projet.)

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

—

ART. 28.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 29.

(Comme au projet.)

ART. 29.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 30.

(Comme au projet.)

ART. 30.

(Zooals in het ontwerp.)

CHAPITRE VII.

Dispositions générales

ART. 31.

(Comme au projet.)

HOOFDSTUK VII.

Algemeene bepalingen.

ART. 31.

(Zooals in het ontwerp.)

Texte du projet de loi.

et criminelle sont applicables aux procédures visées dans la présente loi, sauf les dérogations qu'elle établit.

ART. 32.

« La disposition suivante est ajoutée à la loi du 18 juin 1894 contenant le titre IX du livre III du Code de procédure pénale » :

Art. 447bis : « sont susceptibles de revision, conformément aux articles 443 à 447 :

» 1° Les décisions ordonnant l'internement des inculpés et accusés en état de démence, d'insuffisance ou de déséquilibre mental, prononcées en vertu de la loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et de l'adolescence coupable.

» 2° Les mesures de garde, d'éducation ou de préservation prises à l'égard des mineurs, en vertu des articles 16 et suivants de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, si le fait qui y a donné lieu est qualifié crime ou délit ».

ART. 33.

Sont abrogés les dispositions du Code pénal concernant la mise sous la surveillance spéciale de la police, l'article 76 du Code pénal, l'article 37 de la loi du 15 mai 1912, les dispositions contraires à la présente loi contenues notamment dans la loi du 18 juin 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873, sur le régime des aliénés.

Tekst van het wetsontwerp.

straffelijke zaken zijn van toepassing op de in deze wet bedoelde rechtsvorderingen, behoudens de daarbij voorziene afwijkingen.

ART. 32.

« De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1894, houdende titel IX van boek III van het Wetboek van strafvordering :

Art. 441bis : « kunnen worden herzien overeenkomstig de artt. 443 tot 447 :

» 1° De beschikkingen tot plaatsing in dwangverpleging van aan krankzinnigheid, geestelijke minderwaardigheid of geestesstoornis lijdende verdachten en beschuldigten, verleend krachtens de wet tot bescherming van de maatschappij tegen de abnormalen, de gewoonte-misdadigers en de schuldige jeugd;

» 2° De maatregelen van bewaking, opvoeding of behoeding, ten opzichte van minderjarigen genomen, krachtens de artt. 16 en volgende der wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, indien het feit, dat tot dien maatregel aanleiding heeft gegeven, een als misdaad of wanbedrijf gekwalificeerd feit is ».

ART. 33.

Vervallen : de bepalingen van het strafwetboek betreffende stelling onder bijzonder toezicht der politie, art. 76 van het Strafwetboek, art. 37 der wet van 15 Mei 1912, de bepalingen die strijden met deze wet en inzonderheid vervat zijn in de wet van 18 Juni 1850, gewijzigd bij de wet van 28 December 1873 op de behandeling van de krankzinnigen.

Amendements proposés par la Commission

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

ART. 32.

(Comme au projet.)

ART. 32.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 33.

(Comme au projet.)

ART. 33.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 33bis.

*Le Gouvernement fixera la date de
l'entrée en vigueur de la présente loi.*

ART. 33bis.

*De Regeering zal de datum vast-
stellen waarop deze wet van kracht
wordt.*

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp

CHAPITRE VIII.**HOOFDSTUK VIII.****Mesure transitoire.****Overgangsmaatregel****Art. 34.****Art. 34.**

Les condamnations au renvoi sous la surveillance spéciale de la police, coulées en force de chose jugée au moment de la mise en vigueur de la présente loi continueront à recevoir leur exécution.

De veroordeelingen tot verwijzing onder bijzonder toezicht der politie, bij het in werking treden dezer wet in kracht van gewijsde gegaan, worden verder ten uitvoer gelegd.

Amendements proposés par la Commission

Amendementen door de Commissie
voorgesteld.

CHAPITRE VIII.

HOOFDSTUK VIII.**Mesure transitoire.****Overgangsmaatregel.****ART. 34.****ART. 34.**

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

